

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PREMIER MINISTRE

### Décrets portant renouvellement des fonctions d'administrateur d'Etat de la Société financière de radiodiffusion.

Par décret en date du 14 février 1972, sont renouvelées, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1971 et pour une nouvelle période de deux ans, les fonctions d'administrateur d'Etat de la Société financière de radiodiffusion de M. Vauris (Roger).

Par décret en date du 14 février 1972, sont renouvelées, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1971 et pour une nouvelle période de deux ans, les fonctions d'administrateur d'Etat de la Société financière de radiodiffusion de M. Hunt (Pierre).

Par décret en date du 14 février 1972, sont renouvelées, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1971 et pour une nouvelle période de deux ans, les fonctions d'administrateur d'Etat de la Société financière de radiodiffusion de M. Saint-Mieux (André).

Par décret en date du 14 février 1972, sont renouvelées, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1971 et pour une nouvelle période de deux ans, les fonctions d'administrateur d'Etat de la Société financière de radiodiffusion de M. Beliard (Jean).

## JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

### Brevet d'Etat d'entraîneur de gymnastique sportive.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, modifiée pour ses articles 4 et 6 par la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967 ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif, modifié par l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1967 ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1969 portant création du brevet d'Etat d'entraîneur de gymnastique sportive ;

Vu le décret n° 69-701 du 30 juin 1969 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Vu l'arrêté du 26 juin 1969 portant délégation de signature,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les dispositions prévues au 4° de l'article 3 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1969 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 4° Etre titulaires du brevet national de secourisme de la protection civile. »

Art. 2. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 février 1972.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

*Le directeur du cabinet,*  
MARTIN KIRSCH.

### Brevet d'Etat de prévôt d'escrime et brevet d'Etat de maître d'escrime.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, modifiée pour ses articles 4 et 6 par la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967 ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1969 portant création du brevet d'Etat de prévôt d'escrime et du brevet d'Etat de maître d'escrime ;

Vu le décret n° 69-701 du 30 juin 1969 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1969 portant délégation de signature,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les dispositions prévues aux articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1969 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 1<sup>er</sup>.

Il est créé un brevet d'Etat de prévôt d'escrime et un brevet d'Etat de maître d'escrime, qui confèrent à leurs titulaires le droit d'enseigner l'escrime contre rémunération.

Article 2.

Les personnes titulaires du brevet d'Etat de prévôt d'escrime ou du brevet d'Etat de maître d'escrime peuvent dispenser l'enseignement de l'escrime sans aucune restriction.

Art. 2. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 janvier 1972.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

*Le directeur de l'éducation physique et des sports,*  
MARCEAU CRESPIN.

## FONCTION PUBLIQUE

### Modification de l'arrêté du 21 juin 1968 pris pour l'application du décret n° 68-560 du 19 juin 1968 relatif aux indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires allouées à certains personnels titulaires des services extérieurs.

Le ministre de l'économie et des finances et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique,

Vu le décret n° 68-560 du 19 juin 1968 relatif aux indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires allouées à certains personnels administratifs titulaires des services extérieurs,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les taux moyens annuels fixés par l'article 2 de l'arrêté du 21 juin 1968 sont abrogés et remplacés par les suivants :

1<sup>re</sup> catégorie : 2.188 F ;

2<sup>e</sup> catégorie : 1.620 F ;

3<sup>e</sup> catégorie : 1.296 F.

Art. 2. — Le présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1972.

Fait à Paris, le 8 février 1972.

*Le ministre de l'économie et des finances,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

*Le directeur du cabinet,*  
FRANÇOIS GILLE.

*Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique,*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Pour le directeur général de l'administration et de la fonction publique empêché :

*Le chef de service,*  
PIERRE GUILBEAU.

### Modification de l'arrêté du 21 juin 1968 pris pour l'application du décret n° 68-561 du 19 juin 1968 relatif aux indemnités forfaitaires de sujétions spéciales allouées à certains personnels titulaires des services extérieurs.

Le ministre de l'économie et des finances et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique,

Vu le décret n° 68-561 du 19 juin 1968 relatif aux indemnités forfaitaires de sujétions spéciales allouées à certains personnels titulaires des services extérieurs,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les taux moyens annuels fixés par l'article 2 de l'arrêté du 21 juin 1968 sont abrogés et remplacés par les suivants :

1<sup>re</sup> catégorie : 1.632 F ;

2<sup>e</sup> catégorie : 1.264 F ;

3<sup>e</sup> catégorie : 948 F.